

Série « Vers une défense civile non-violente »

Diaporamas n° 4

Résistance civile contre les dictatures, les coups d'État et le terrorisme

Diaporama 4 - 2

La résistance civile contre les coups d'État

Étienne Godinot



18.05.2017

La résistance civile contre les coups d'État

Sommaire

- 1 - Allemagne (putsch de Kapp, 1921)
- 2 - France (putsch des généraux à Alger, avril 1961)
- 3 - Espagne (putsch de l'armée, avril 1981)
- 4 - Russie (putsch de Moscou, 1991)

Sources :

- revue *Alternatives non-violentes*, n° 119-120 et 121 (2001) *Les luttes non-violentes au XX^{ème} siècle*
- Internet *Wikipedia*

1 – Allemagne

Le putsch de Kapp en 1921

En 1919, une brigade anti-républicaine est fondée en Allemagne par le capitaine Erhardt en soutien au député monarchiste Wolfgang Kapp, fondateur du *Deutsche Vaterlandspartei* ("Parti allemand de la patrie").

Les Alliés exigent sa dissolution, acceptée par le gouvernement de la république de Weimar.

Le 13 mars 1920, la "brigade Erhardt" de 6 000 hommes, commandée par le général monarchiste von Lüttwitz, marche sur Berlin.

Photos : - Wolfgang Kapp

- L'entrée de la brigade Erhardt à Berlin le 13 mars 1920



Wolfgang Kapp



Grève générale et résistance des fonctionnaires



L'armée refuse de tirer sur les insurgés. Le conseil des ministres se réfugie à Dresde, puis à Stuttgart. La brigade occupe les quartiers gouvernementaux et décrète la mise en place d'un gouvernement provisoire.

Kapp proclame l'état de siège, suspend les journaux.

Mais il est confronté à une grève générale de quatre jours, déclenchée par les syndicats et les partis de gauche, qui bloque toute l'économie. 12 millions de salariés participent à la grève.



Photos :

- Les soldats de la brigade de marine distribuent des tracts le 13 mars 1920
- La brigade putschiste en position

L'échec des putschistes

Les putschistes se heurtent aussi à la résistance des fonctionnaires berlinois.

Le directeur de la *Reichsbank* refuse de payer les 10 millions de marks que lui réclame Kapp.

Le 17 mars, Kapp fuit vers la Suède. Il revient en Allemagne après deux ans d'exil. Il décèdera en 1922, avant son procès. La république de Weimar prendra fin en 1933 avec l'avènement du nazisme.

Photos :

- Affiche d'appel à la grève générale contre le putsch de Kapp
- Plaque en mémoire de la mise en échec du putsch de Kapp (station Wetter à Berlin)



2 – France

Le putsch des généraux à Alger en avril 1961

Le 8 janvier 1961, par un référendum sur l'autodétermination en Algérie organisé en métropole et en Algérie, les électeurs s'étaient prononcés à près de 75 % en faveur de l'autodétermination. Des négociations secrètes sont ouvertes entre le gouvernement français de Michel Debré et le *Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA)* lié au *Front de libération nationale (FLN)*.

Une partie des cadres de l'armée, qui avaient mené sept années de durs combats sous la direction de plusieurs gouvernements depuis le début de la guerre d'Algérie, se sent trahie par le général de Gaulle. Elle veut s'opposer par un coup de force aux projets d'indépendance de l'Algérie.

Photos : - Logo du FLN

- Bulletin de vote *Oui* au 2^{ème} référendum de juillet 1962



Quatre généraux représentant une partie des militaires de carrière



Le pouvoir gaulliste était bien informé depuis plusieurs mois par la police judiciaire d'Alger et les services de renseignements des intentions de certains militaires.

Le putsch des généraux du 21 avril 1961, également appelé putsch d'Alger, est conduit par quatre généraux (Maurice Challe, Edmond Jouhaud, Raoul Salan et André Zeller).



Ils déclarent « *Le commandement réserve ses droits pour étendre son action à la métropole et reconstituer un ordre constitutionnel et républicain gravement compromis par un gouvernement dont l'illégalité éclate aux yeux de la nation.* »

Photos : - Les 4 généraux le jour du putsch
- Le quotidien *La Croix*

La prise de contrôle des points stratégiques à Alger

Dans la nuit, le 1^{er} *Régiment étranger de parachutistes* (REP) sous les ordres du commandant Hélié de Saint-Marc, s'empare en trois heures des points stratégiques d'Alger, notamment du Gouvernement général d'Alger, de l'Hôtel de Ville, de la radio et de l'aéroport d'Alger.

Les militaires rebelles font arrêter le Délégué général du gouvernement, Jean Morin, le ministre des Transports, Robert Buron, qui se trouve en voyage, et un certain nombre d'autorités civiles et militaires.

Les partis de gauche, les syndicats et la *Ligue des Droits de l'Homme* appellent à manifester « *l'opposition des travailleurs et des démocrates au coup de force d'Alger* ».

Photos : - Hélié Denoix de Saint Marc a connu la Résistance, l'Indochine, l'Algérie et 5 ans prison après le putsch de 1961. Ecoeuré par les aventures coloniales de la France, par le sort réservé aux harkis en Algérie et en France, c'était aussi un humaniste.

- Robert Buron (1910-1973), négociateur et signataire des accords d'Évian, qui mettent fin, en mars 1962, à la guerre d'Algérie. Cet homme politique a compris très tôt les enjeux de la non-violence.



L'intervention télévisée du général de Gaulle



Le 23 avril à 20 heures, le président Charles de Gaulle, vêtu de son uniforme de général, paraît à la télévision, et prononce un discours appelant les soldats d'Algérie, les Français, d'Algérie ou de métropole, à refuser le coup d'État :



« Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite ; il a une réalité : un groupe d'officiers partisans, ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron possèdent un savoir-faire limité et expéditif, mais ils ne voient et ne connaissent la nation et le monde que déformés au travers de leur frénésie. (...) »

Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés partout pour barrer la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres. (...) Françaises, Français ! Aidez-moi ! »

Le refus d'obéir aux rebelles



Conformément à l'article 16 de la Constitution de la 5^{ème} République, le général de Gaulle se saisit alors des pleins pouvoirs mis en œuvre jusqu'au 30 septembre 1961.

« *Cinq cent mille gaillards munis de transistors* », comme dira le général de Gaulle à propos du contingent, entendent son appel à l'obéissance et à l'aide ainsi que son interdiction d'obéir aux officiers rebelles. Des unités d'appelés refusent d'obéir aux ordres des mutins, se soulèvent à leur tour et arrêtent les officiers putschistes en leur sein.

À 00 h 45, le premier ministre Michel Debré apparaît à la télévision et appelle la population à se rendre sur les aéroports « *à pied ou en voiture* », « *dès que les sirènes retentiront* », pour « *convaincre les soldats engagés trompés de leur lourde erreur* » et repousser les putschistes.

Photo : Michel Debré (1912-1996)

Le retour progressif à l'ordre républicain

Progressivement, les troupes ayant suivi les généraux se rendent. 220 officiers sont relevés de leur commandement, 114 sont traduits en justice. Le *Groupement des commandos de l'air* ainsi que les trois régiments ayant pris part au putsch sont dissous par ordre du chef de l'État.

Le *Haut Tribunal militaire* condamne Challe et Zeller à 15 ans de réclusion. Ils seront amnistiés et réintégrés dans leurs dignités militaires 5 ans plus tard. Salan et Jouhaud s'enfuient, avant d'être arrêtés et condamnés, le premier à la détention à perpétuité, et le second, qui était pied-noir, à la peine de mort (qui sera ensuite commuée).

Les partisans acharnés de l'Algérie française entrent dans l'action clandestine avec l'*Organisation armée secrète (OAS)*. Salan et Jouhaud en prennent la tête avec Jean-Jacques Susini.



Les accords d'Évian organisant l'indépendance de l'Algérie sont signés moins d'un an plus tard.

18 mars 1962, à l'hôtel du Parc à Évian : Louis Joxe, Robert Buron et Jean de Broglie, les négociateurs désignés par le général de Gaulle, et le vice-président du *GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne)*, Krim Belkacem, signent les accords qui mettent fin à 132 ans de colonisation et à 8 ans et demi de guerre.

3 - Espagne

La tentative de coup d'État de février 1981



Le coup d'État de 1981 est lié aux évènements qui se sont déroulés pendant la transition démocratique espagnole.

4 facteurs engendrent une tension permanente : - crise économique ; - difficultés de mise en œuvre d'une nouvelle organisation territoriale de l'État ; - actions terroristes de l'*ETA*; - résistances de certains secteurs de l'armée à accepter un système démocratique.

Le 23 février 1981 à 18 h 00, lors du second vote d'investiture du Président du Gouvernement espagnol, un groupe de gardes civils armés, commandés par le lieutenant-colonel Antonio Tejero Molina,



fait son entrée dans l'hémicycle et interrompt la séance, ordonnant à tout le monde de s'allonger sur le sol.

Photos : - L'hémicycle du Cortès, Parlement à Madrid

- Antonio Tejero Molina, pistolet au poing, ordonne aux députés de s'allonger

Coup d'État à l'Assemblée nationale et à Valence

Le militaire le plus gradé dans la salle, le général Manuel Gutiérrez Mellado, 70 ans, Vice-président du gouvernement chargé des Affaires de Sécurité et de Défense nationale, donne l'ordre aux putschistes de déposer les armes. Le groupe de gardes civils arrête le général, et, pour affirmer son autorité, tire à la mitrailleuse et au pistolet dans le plafond de la salle des séances. Les députés se couchent par terre. Un opérateur de la *Télévision espagnole* continue de filmer la séance pendant une demi-heure.



Peu après, à Valence, le général de la 3^{ème} Région militaire, Jaime Milans del Bosch, fait sortir les chars en ville, et proclame l'état d'exception en tentant de convaincre les autres militaires de le suivre.

Photos : - Manuel Gutiérrez Mellado (1912-1995), qui fait front aux putschistes dans la salle de l'Assemblée Nationale

- Jaime Milans del Bosch (1915-1997), putschiste à Valencia



Le rôle décisif du roi Juan Carlos



À 21 h 00, un communiqué du ministère de l'Intérieur annonce la constitution d'un gouvernement provisoire présidé par Francisco Laína, pour assurer la direction de l'État, en étroite contact avec la junte des chefs de l'état-major.

Le refus du roi Juan Carlos 1^{er} de soutenir le coup d'État le fait avorter dans la nuit. Le monarque lui-même s'assure par sa gestion personnelle et celle de ses collaborateurs de la fidélité des commandants militaires.

À une heure du matin, Juan Carlos intervient à la télévision, en uniforme de capitaine général des armées pour s'opposer au coup d'État, défendre la constitution et destituer le général Jaime Milans del Bosch. À partir de ce moment, le coup d'État est considéré comme avorté. À 5 heures, isolé, Milans del Bosch renonce à ses plans et est arrêté. Tejero résiste jusqu'à midi le 24 février, mais les députés sont libérés dans la matinée.

Le renforcement de la démocratie

Milans del Bosch, Alfonso Armada et Antonio Tejero Molina sont condamnés à 30 ans de réclusion, comme principaux responsables du coup d'État.

Le seul civil condamné est Juan García Carrés, l'ex-dirigeant du *Sindicato Vertical* (*Syndicat vertical* franquiste, le seul autorisé à l'époque).

Les conséquences les plus notables de la tentative de coup d'État sont le renforcement de la démocratie, le début du processus d'évolution autonomiste (*LOAPA : loi organique d'harmonisation du processus autonomiste*) et un puissant renforcement de l'image de la monarchie dans la population et les médias.



4 – Russie - Putsch de Moscou (19 au 21 août 1991)

Depuis sa nomination en mars 1985 au poste de Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev (photo) avait lancé un programme ambitieux de réformes, *perestroïka* (restructuration économique) et *glasnost* (transparence politique). Ces changements déclenchent des résistances et de la suspicion de la part de membres conservateurs du système communiste.



Le 19 août 1991, un jour avant que Gorbatchev et un groupe de dirigeants des républiques signent le nouveau traité d'union qui prévoit un important transfert de pouvoir entre Moscou et les 15 républiques, un groupe se faisant appeler le *Comité d'État pour l'état d'urgence*, tente de prendre le pouvoir à Moscou. 360 chars, 42 véhicules blindés et 4000 militaires convergent vers le centre de Moscou (photo).

Refus d'obéissance des troupes

Les putschistes annoncent que Gorbatchev est malade et qu'il a été déchargé de son poste de président. Gorbatchev est en vacances dans sa datcha en Crimée lorsque la prise de pouvoir est déclenchée et y est assigné durant tout son déroulement.

Le vice-président de l'Union soviétique, Guennadi Ianaïev, est nommé président par intérim. Le comité de 8 membres inclut le responsable du KGB Vladimir Krioutchkov, le ministre des Affaires intérieures Boris Pougov, le ministre de la Défense Dmitri Lazov, tous ayant accédé à leur fonction sous Gorbatchev.

Photo : 3 représentants des putschistes



Le président de la Russie, Boris Eltsine, dirige la résistance depuis la Maison Blanche, le parlement de Russie, appelant à la désobéissance civile au nouveau pouvoir. Des manifestations importantes contre les putschistes se déroulent à Moscou et à Leningrad. Durant l'une des manifestations, Eltsine se tient debout sur un blindé pour condamner la "junte". L'image, diffusée dans le monde entier à la télévision, devient l'une des images les plus marquantes du coup d'État et renforce très fortement la position d'Eltsine.

La foule fait obstruction devant l'armée

Des fidélités divergentes dans les ministères de la Défense et de la Sécurité empêchent les forces armées de venir à bout de la résistance. Un assaut planifié du bâtiment par la *Force Alpha*, les forces spéciales du KGB, échoue après que les troupes ont unanimement refusé d'obéir.

Des confrontations ont lieu, l'une menant à la mort de trois protestataires écrasés par un tank, mais dans l'ensemble on dénombre un faible nombre de violences.

À l'appel du maire de Leningrad, Anatoli Sobchak (photo), une foule de 200 000 personnes barre la route à l'Armée rouge (photo du bas).

Le 21 août 1991, une large majorité des troupes envoyées à Moscou se range ouvertement aux côtés des manifestants ou fait défection. Le coup d'État échoue et Gorbatchev retourne à Moscou.



La fin de l'Union Soviétique



L'échec du coup d'État amène une série d'effondrements des institutions de l'Union.

Mikhaïl Gorbatchev, incapable de gérer la situation avec les putschistes, est évincé politiquement par Boris Eltsine en quelques jours seulement. Eltsine prend le contrôle de la société centrale de télévision et des ministères et agences économiques clés.

Le 23 août, Eltsine convoque Gorbatchev au Parlement russe afin de l'humilier publiquement pour son attentisme face aux événements du 19 août. Gorbatchev est contraint de démissionner le 24 août de son poste de Secrétaire Général du Parti Communiste et de dissoudre le Comité Central : dans les faits, l'URSS n'existe plus.

Dans la foulée, les quinze républiques soviétiques acquièrent leur indépendance de droit (photo du bas).



Photo du haut : Le 21 août, Boris Eltsine annonce l'échec du putsch

